

c) een nota en een schema van de oriëntaties betreffende de voetgangers en de voertuigen;
 d) een nota tot bepaling van de te ondernemen bijlangrijkste handelingen en de bijlangrijkste uitvoeringsmiddelen die door de gemeentelijke overheid in werking gesteld moeten worden, inzonderheid op de operaties van stadsvernieuwing, de landvernieuwing, de vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten, de landelijke ruilverkaveling, de bouw van sociale woningen alsook de operaties voor inrichting van openbare plekken.

Artikel 188/5. De in artikel 188/4 bedoelde plannen en dokumenten worden opgesteld op een drager die de reproductie toelaat. Ze zijn zodanig ontworpen dat ze de aanpassing en de wijziging van de tekens en aanduidingen toelaten.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheden de ruimtelijke ordening behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 april 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

F 90 — 1841

5 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux conditions dans lesquelles une personne physique ou morale peut être chargée de l'élaboration des plans, schémas et règlements en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment l'article 4bis, y inséré par le décret du 27 avril 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

Arrête

Article 1^{er}. Il est inséré dans le Livre IV, Titre 1^{er} du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme un chapitre Vibis, intitulé « des conditions dans lesquelles une personne physique ou morale peut être chargée de l'élaboration des plans, schémas et règlements » et rédigé comme suit :

Article 202/1. Une personne physique ou morale ne peut être chargée de l'élaboration d'un plan d'aménagement, d'un schéma directeur, d'un schéma de structure ou d'un règlement d'urbanisme que si elle est agréée par l'Exécutif ou le fonctionnaire délégué sur avis de la Commission des Experts instituée en vertu de l'article 26.

Un agrément distinct est octroyé, par catégorie

- pour les plans d'aménagement et les schémas directeurs;
- pour les schémas de structure et pour les règlements d'urbanisme.

L'agrément est octroyé pour une durée de trois ans prenant cours, selon le cas, à la date de notification de l'agrément ou en l'absence de décision expresse, au terme du délai visé à l'article 202/4.

La demande d'agrément adressée à l'Exécutif ou au fonctionnaire délégué est introduite par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès de la division de l'aménagement et de l'urbanisme du Ministère de la Région wallonne. Elle est accompagnée des titres ou références exigés par l'article 202/2. Elle précise la catégorie pour laquelle l'agrément est sollicité

La division de l'aménagement et de l'urbanisme transmet le dossier de demande d'agrément à la Commission des Experts dans les huit jours de sa réception. La Commission des Experts émet son avis dans les trente jours de l'accusé de réception du dossier. A défaut, elle est réputée avoir donné un avis favorable.

Article 202/2. Les personnes physiques qui sollicitent leur agrément doivent, soit être en possession d'un diplôme en aménagement du territoire et urbanisme délivré par une institution belge ou assimilée d'enseignement universitaire ou supérieur de type long, soit faire état d'une expérience ou de qualifications permettant de les assimiler aux détenteurs d'un diplôme susvisé par la production de plans, schémas ou règlements élaborés par elles, dont la qualité est conforme aux règles de l'art.

Article 202/3. Les personnes morales qui sollicitent leur agrément doivent apporter la preuve qu'elles comptent parmi leur personnel au moins une personne physique remplissant l'une des deux conditions de l'alternative énoncée à l'article 202/2

Elles doivent désigner cette personne comme mandataire ou préposé dont le nom apparaît sur tous les documents produits

Les personnes morales qui sollicitent leur agrément doivent, en outre, apporter la preuve qu'elles ont comme mission ou comme objet social l'aménagement du territoire et l'urbanisme.

Article 202/4. La décision de l'Exécutif ou du fonctionnaire délégué est notifiée à la personne demanderesse par la division de l'aménagement et de l'urbanisme dans les septante-cinq jours de l'accusé de réception de la demande

En cas de rejet de la demande, la décision est motivée. Il en va de même lorsque la décision s'écarte de l'avis de la Commission des Experts

Si la Commission des Experts a émis un avis favorable, à défaut de notification de la décision de l'Exécutif ou du fonctionnaire délégué dans le délai prescrit à l'alinéa 1^{er} l'agrément est acquis le septante-sixième jour qui suit la date de l'accusé de réception de la demande.

Si la Commission des Experts a émis un avis défavorable, ou ne s'est pas prononcée dans le délai prescrit à l'article 202/1 l'agrément ne peut être accordé que par décision motivée de l'Exécutif ou du fonctionnaire délégué.

Article 202/5. § 1^{er}. L'Exécutif ou le fonctionnaire délégué peut procéder au retrait temporaire ou définitif de l'agrément, par une décision dûment motivée, lorsque l'intéressé ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par le présent Code ou par l'acte d'agrément.

§ 2. Lorsque le plan, le schéma ou le règlement élaboré par une personne agréée ne lui paraît pas conforme aux règles de l'art, l'Exécutif ou le fonctionnaire délégué le constate dans une décision motivée qu'il notifie à cette personne:

Si la même constatation est faite au sujet d'un document ultérieur, l'Exécutif, sur la proposition du fonctionnaire délégué, procède, par une décision motivée, au retrait temporaire ou définitif de l'agrément.

§ 3. Avant toute décision, la Commission des experts est consultée. Elle rend son avis dans les délais qui lui sont impartis par l'Exécutif ou le fonctionnaire délégué.

La Commission des experts, l'Exécutif ou le fonctionnaire délégué entendent l'auteur du projet avant toute décision de retrait d'agrément.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas d'application pour l'élaboration des plans, schémas ou règlements dont les auteurs de projet ont été désignés préalablement au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 avril 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E.
et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D 90 — 1641

5. APRIL 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Bedingungen, unter denen eine natürliche oder juristische Person mit der Erstellung von raumordnerischen Plänen, Schemen und Ordnungen beauftragt werden kann

Aufgrund des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches, insbesondere des durch Dekret vom 27. April 1989 eingefügten Artikels 4bis;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Aussenbeziehungen für die Wallonische Region,

Erläßt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. In Buch IV, Titel eins des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird ein Kapitel 4bis mit der Überschrift « Bedingungen, unter denen eine natürliche oder juristische Person mit der Erstellung der Pläne, Schemen und Ordnungen beauftragt werden kann » und mit folgendem Wortlaut eingefügt :

Artikel 202/1. Eine natürliche oder juristische Person darf nur mit der Erstellung eines Raumordnungsplanes, eines Leitschemas, eines Strukturschemas oder einer Städtebauordnung beauftragt werden, wenn sie durch die Exekutive oder den beauftragten Beamten nach Stellungnahme der aufgrund von Artikel 26 eingeführten Sachverständigenkommission zugelassen worden ist.

Je nach Kategorie wird eine getrennte Zulassung erteilt :

- für Raumordnungspläne und Leitschemen,
- für Strukturschemen und Städtebauordnungen.

Die Zulassung wird für eine Dauer von drei Jahren gewährt, die, je nach Fall, am Tage der Zustellung der Zulassung oder, mangels eines ausdrücklichen Beschlusses, nach Ablauf der in Artikel 202/4 erwähnten Frist beginnt.

Der an die Exekutive oder den beauftragten Beamten gerichtete Zulassungsantrag ist per Einschreiben mit Empfangsbestätigung bei der Abteilung Raumordnung und Städtebau des Ministeriums der Wallonischen Region einzureichen. Ihm sind die durch Artikel 202/2 geforderten Titel oder Referenzen beizufügen. Darin ist die Kategorie, für die die Zulassung beantragt wird, anzugeben.

Die Abteilung Raumordnung und Städtebau leitet die Antragsakte innerhalb acht Tagen nach ihrem Empfang an die Sachverständigenkommission weiter. Die Sachverständigenkommission nimmt innerhalb dreißig Tagen nach Bestätigung des Empfangs der Akte Stellung. Ist dies nicht der Fall, so gilt ihre Stellungnahme als günstig.

Artikel 202/2. Natürliche Personen, die eine Zulassung beantragen, müssen entweder ein Diplom in Raumordnung und Städtebau, das durch eine belgische oder gleichgestellte Lehranstalt des universitären oder des Hochschulunterrichts des langen Typs ausgestellt worden ist, besitzen, oder durch Vorlage von Plänen, Schemen und Ordnungen, die sie erstellt haben und deren Qualität den Regeln der Kunst entspricht, eine Erfahrung oder Qualifikationen nachweisen, wodurch sie den o.e. Diplomhabern gleichgestellt werden können.

Artikel 202/3. Juristische Personen, die eine Zulassung beantragen, müssen den Beweis erbringen, dass sie unter ihrem Personal mindestens eine natürliche Person zählen, die eine der beiden Bedingungen der in Artikel 202/2 erwähnten Alternative erfüllt.

Sie müssen diese Person als Bevollmächtigte oder Beauftragte bezeichnen, deren Namen auf allen vorgelegten Dokumenten erscheint.

Juristische Personen, die eine Zulassung beantragen, müssen außerdem den Beweis erbringen, dass sie als Auftrag oder als Gesellschaftszweck die Raumordnung und den Städtebau haben.

Artikel 202/4. Die Entscheidung der Exekutive oder des beauftragten Beamten wird der antragstellenden Person durch die Abteilung Raumordnung und Städtebau innerhalb fünfundsiebzig Tagen nach Empfangsbestätigung des Antrags amtlich zugestellt.

Wird der Antrag abgelehnt, so werden hierfür die Gründe in der Entscheidung angegeben.

Das gleiche gilt, wenn die Entscheidung von der Stellungnahme der Sachverständigenkommission abweicht.

Hat die Sachverständigenkommission eine günstige Stellungnahme abgegeben und ist die Entscheidung der Exekutive oder des beauftragten Beamten nicht innerhalb der in Absatz 1 vorgeschriebenen Frist amtlich zugestellt worden, so gilt die Zulassung am sechsundsiebzigsten Tage nach der Empfangsbestätigung des Antrags als erteilt.

Hat die Sachverständigenkommission eine ungünstige Stellungnahme abgegeben oder sich nicht innerhalb der in Artikel 202/1 erwähnten Frist geäußert, so kann die Zulassung nur auf begründete Entscheidung der Exekutive oder des beauftragten Beamten erteilt werden.

Artikel 202/5. § 1. Die Exekutive oder der beauftragte Beamte kann die Zulassung zeitweise oder endgültig durch eine begründete Entscheidung entziehen, wenn die betreffende Person nicht die ihr durch vorliegendes Gesetzbuch oder durch die Zulassungsurkunde auferlegten Verpflichtungen einhält.

§ 2. Ist die Exekutive oder der beauftragte Beamte der Ansicht, dass die durch die zugelassene Person erstellten Pläne, Schemen oder Ordnungen nicht den Regeln der Kunst entsprechen, so kann sie bzw. er dies durch begründeten Beschluss, den er bzw. sie dieser Person zustellt, feststellen.

Wird diese Feststellung bei einem späteren Dokument gemacht, so nimmt die Exekutive auf Vorschlag des beauftragten Beamten durch eine begründete Entscheidung den zeitweiligen oder endgültigen Entzug der Zulassung vor.

§ 3. Vor jeder Entscheidung wird die Sachverständigenkommission angehört. Sie nimmt innerhalb der ihr durch die Exekutive oder den beauftragten Beamten auferlegten Frist Stellung.

Die Sachverständigenkommission, die Exekutive oder der beauftragte Beamte hören den Projektautor vor jeder Entscheidung über den Entzug der Zulassung an.

Art. 2. Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses finden keine Anwendung auf die Erstellung der Pläne, Schemen oder Ordnungen, deren Projektautoren vor dem Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bezeichnet worden sind.

Art. 3. Der für Raumordnung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 5. April 1990.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,
der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Aussenbeziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

VERTALING

N 90 — 1641

5 APRIL 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de voorwaarden waaronder een natuurlijke of rechtspersoon kan worden belast met het opstellen van plannen, schema's en reglementen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw, inzonderheid op artikel 4 bis, er ingevoegd bij het decreet van 27 april 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

Artikel I. Er wordt een als volgt opgesteld hoofdstuk VI bis « Voorwaarden waaronder een natuurlijke of rechtspersoon kan worden belast met het opstellen van plannen, schema's en reglementen » in Boek IV, Titel I, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw gevoegd :

Artikel 202/1. Een natuurlijke of rechtspersoon kan enkel worden belast met het opstellen van een plan van aanleg, een leidend schema, een structuurplan of een reglement inzake stedenbouw indien hij erkend is door de Executieve of door de gemachtigde ambtenaar op advies van de krachtens artikel 26 ingestelde Commissie van deskundigen.

Een afzonderlijke erkenning wordt toegekend, per categorie :

- voor de plannen van aanleg en de leidende schema's;
- voor de structuurplannen en voor de reglementen inzake stedenbouw.

De erkenning wordt toegekend voor een termijn van drie jaren die aanvangt, naar gelang het geval, op de datum van betekenis van de erkenning of, bij gebreke van een uitdrukkelijke beslissing, na verval van de in artikel 202/4 bedoelde termijn.

De aan de Executieve of aan de gemachtigde ambtenaar gerichte aanvraag tot erkenning wordt bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ingediend bij de afdeling Inrichting en Stedenbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. De bij artikel 202/2 geëiste titels of referenties worden erbij gevoegd. Zij preciseerd de categorie waarvoor de erkenning aangevraagd wordt.

De afdeling Inrichting en Stedenbouw maakt het dossier van aanvraag tot erkenning over aan de Commissie van deskundigen binnen de acht dagen na ontvangst. De Commissie van deskundigen geeft haar advies binnen dertig dagen na het ontvangstbewijs van het dossier. Bij gebreke, is zij geacht een gunstig advies te hebben gegeven.

Artikel 202/2. De natuurlijke personen die hun erkenning aanvragen moeten, hetzij in het bezit zijn van een diploma ruimtelijke ordening en stedenbouw uitgereikt door een Belgische instelling of een ermee gelijkgestelde instelling van universitair onderwijs of van hoger onderwijs van het lange type, hetzij een ervaring of een kwalificatie kunnen geven die hen toelaat gelijkgesteld te worden met de houders van een der bovenvermelde diploma's door de voorlegging van plannen, schema's of reglementen die zij opgesteld hebben en waarvan de kwaliteit overeenstemt met de regelen der kunst.

Artikel 202/3. De rechtspersonen die hun erkenning aanvragen moeten het bewijs leveren dat er onder hun personeel minstens een natuurlijke persoon is die één der beide voorwaarden van het in artikel 202/2 vermelde alternatief vervult.

Zij moeten deze persoon als gemachtigde of aangestelde aanstellen en zijn naam moet op alle voorgelegde stukken vermeld worden.

De rechtspersonen die hun erkenning aanvragen moeten bovendien het bewijs voorleggen dat zij de ruimtelijke ordening en de stedenbouw als opdracht of als maatschappelijk doel hebben.

Artikel 202/4. De beslissing van de Executieve of van de gemachtigde ambtenaar wordt door de afdeling Inrichting en Stedenbouw aan de aanvragende persoon bekend gemaakt binnen de vijftienzeventig dagen vanaf het ontvangstbewijs van de aanvraag.

In geval van afwijzing van de aanvraag is de beslissing met redenen omkleed. Hetzelfde geldt indien de beslissing afwijkt van het advies van de Commissie van deskundigen.

Indien de Commissie van deskundigen een gunstig advies gegeven heeft en bij gebreke van de betekenis van de beslissing van de Executieve of van de gemachtigde ambtenaar binnen de in le lid voorgeschreven termijn geldt de erkenning vanaf de zesenzeventigste dag vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag.

Indien de Commissie van deskundigen een negatief advies gegeven heeft of zich niet uitgesproken heeft binnen de in artikel 202/1 voorgeschreven termijn wordt de erkenning enkel toegekend bij gemotiveerde beslissing van de Executieve of van de gemachtigde ambtenaar.

Artikel 202/5. § 1. De Executieve of de gemachtigde ambtenaar kunnen overgaan tot de tijdelijke of definitieve intrekking van de erkenning bij een degelijke gemotiveerde beslissing indien de belanghebbende de verplichtingen die hem opgelegd zijn door dit Wetboek of door de erkenningsakte niet naleeft.

§ 2. Indien het door een erkende persoon opgestelde plan, schema of reglement hun niet overeen lijkt te stemmen met de regelen der kunst stellen de Executieve of de gemachtigde ambtenaar het vast in een gemotiveerde beslissing die zij aan deze persoon betekenen.

Indien dezelfde vaststelling gemaakt wordt voor een later stuk gaat de Executieve, op voordracht van de gemachtigde ambtenaar, bij een gemotiveerde beslissing, over tot de tijdelijke of definitieve intrekking van de erkenning.

§ 3. Vóór elke beslissing wordt de Commissie van deskundigen geraadpleegd. Zij geeft haar advies binnen de termijnen die haar opgelegd zijn door de Executieve of door de gemachtigde ambtenaar.

De Commissie van deskundigen, de Executieve of de gemachtigde ambtenaar verhoren de ontwerper vóór elke beslissing tot intrekking van de erkenning.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn niet toepasselijk voor het opstellen van plannen, schema's of reglementen waarvan de ontwerpers aangesteld werden vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden de Ruimtelijke Ordening behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 april 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

F 90 — 1642 (90 — 264)

21 DECEMBRE 1989. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1990 (*). — Errata

Au *Moniteur belge* du 2 février 1990, il y a lieu de :

— remplacer, à la page 1646, le préambule "*Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :*" par "*L'Exécutif régional wallon présente au Conseil régional wallon le projet de décret dont la teneur suit :*";

— ajouter, à la page 1647, article 21, alinéa 1er, après "Ministère de la Région wallonne", "et du Ministère wallon de l'Équipement et du Transport";

— remplacer, à la page 1669, section 10, programme 03, le libellé de

l'article 12.03.03 par "Convention d'assistance informatique pour les cabinets ministériels et connexions avec l'informatique des Ministères",
— modifier, à la page 1676, section 11, programme 09, le montant des crédits non dissociés de l'article 42.08.09 : 900,0 au lieu de 925,0;
— modifier, à la page 1676, section 11, programme 09, le montant des crédits non dissociés de l'article 62.08.09 : 25,0 au lieu de 0;
— remplacer, à la page 1697, section 54, programme 01, le libellé de l'article 40.01.01 par "Frais de fonctionnement de la PTU, des SSE et de la Société régionale wallonne du Transport".

* Session 1989-1990 :

Documents du Conseil 4-IIb (1989-1990), N° 1 à 6.

Compte rendu intégral. Séance publique du 13 décembre 1989. - Discussion.

Compte rendu intégral. Séance publique du 14 décembre 1989. - Discussion. - Adoption.